

LES AÉROPORTS

CASTLEGAR (C.-B.)—DEMANDE DE MODERNISATION DE L'ÉQUIPEMENT DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je prends la parole aux termes de l'article 43 du Règlement à propos d'une affaire urgente et de pressante nécessité.

Comme le ministre des Transports a promis il y a plus d'un an de doter l'aéroport de Castlegar d'un camion à mousse pour lutter contre les incendies, et a promis il y a dix mois un nouveau système de radionavigation, qui n'ont pas été livrés ni l'un ni l'autre, et comme la seule addition apportée l'an dernier à l'équipement de lutte contre l'incendie de l'aéroport de Castlegar se limite à deux paires de raquettes sans mode d'emploi, je propose, appuyé par le député de Pembina (M. Elzinga):

Que le ministre des Transports songe à remédier aux lacunes de l'équipement actuel qui se compose d'un ancien camion à incendie, d'une hache, de deux extincteurs, de trois paires de bottes de caoutchouc, et d'un second petit canard en caoutchouc pour le ministre.

M. l'Orateur: A l'ordre. Les questions orales.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE

LES RÉACTIONS DU MINISTRE AU RAPPORT DU CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA INTITULÉ «LE MAILLON CONSOLIDÉ—UNE POLITIQUE CANADIENNE DE LA TECHNOLOGIE»

M. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, en l'absence du premier ministre en train de chercher de l'aide à Toronto—je ne pense d'ailleurs pas qu'il en ait trouvé—ma question s'adresse au ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie, qui est également ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources car je ne pense pas qu'il se rende compte qu'il est ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie.

● (1115)

Le ministre vient de recevoir du Conseil des sciences du Canada un rapport intitulé «Le maillon consolidé». Ce rapport sur une politique canadienne de la technologie signale que le Canada traverse une grave crise économique et que sur les marchés internationaux sa part des exportations de produits manufacturés est tombée de 5.6 p. 100 en 1970 à 3.8 p. 100 cinq ans plus tard. En outre, le rapport mentionne que, si nous avions pu maintenir nos exportations au niveau de 1970, celles-ci nous rapporteraient 8 milliards de plus et le chômage serait réduit du tiers.

Étant donné la teneur de ce rapport que lui a présenté un organisme indépendant mandaté par le gouvernement, le ministre peut-il nous dire s'il est d'accord avec l'analyse qui y est faite et s'il prendra des mesures ou croit-il plutôt le ministre des Transports qui a déclaré mardi dernier que notre pays affichait une excellente tenue sur le plan économique? Lequel de ces avis fait-il sien? Va-t-il prendre des mesures à la suite de ce rapport?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et ministre d'État chargé de la Science et de

Questions orales

la Technologie): Monsieur l'Orateur, si le député avait consulté les statistiques, il aurait constaté une hausse substantielle de l'emploi dans le secteur manufacturier. L'an dernier, plus de 100,000 emplois environ ont été créés dans ce secteur. Cela ne veut pas dire pour autant que le gouvernement est satisfait du rendement et des perspectives de l'industrie manufacturière. En fait, je pense que le rapport du Conseil des sciences sera utile autant au gouvernement qu'à l'industrie.

Le député devrait savoir que 23 commissions sectorielles syndicales-patronales ont fait rapport au gouvernement et qu'en procédant à une révision en profondeur de la politique relative au secteur manufacturier...

Des voix: Oh, oh!

M. Gillespie: ... le gouvernement a convenu d'appliquer un très grand nombre de leurs recommandations, recommandations qui devraient renforcer le secteur manufacturier dans les années à venir.

M. Crosbie: Monsieur l'Orateur, d'après les chiffres de l'an dernier, notre balance commerciale pour les produits entièrement ouverts a accusé un déficit de 12.2 milliards de dollars, et le déficit avec les États-Unis état de 8.9 milliards, soit 700 millions de plus que l'année précédente.

Le Conseil des sciences du Canada a signalé que cette détérioration est plus prononcée dans les secteurs industriels de pointe. Il en conclut que le Canada s'éloigne d'une économie industrielle pour revenir à une économie d'exportation de matières premières. A la lumière des conclusions de ce groupe éminent, qui connaît fort bien le secteur manufacturier canadien, le ministre mettra-t-il fin à ses réponses cavalières—et oubliera-t-il qu'il est passé hier soir sur la chaîne Global à l'émission «Snow White and the Seven Economic Dwarfs...»

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Crosbie: ... pour dire à la Chambre quelles mesures le gouvernement compte prendre pour renverser cette situation désespérante qui a pris de l'ampleur depuis 1970 sous son administration? Quelles initiatives compte-t-il prendre? Et je ne parle pas ici de fadaïses, de réponses idiotes.

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je crois que la population canadienne en général s'attend à voir le gouvernement collaborer avec l'industrie, et elle aussi d'ailleurs. C'est pourquoi mes collègues et moi-même avons insisté sur l'importance de la collaboration entre les travailleurs, le patronat et le gouvernement.

J'ai fait allusion il y a un instant à la révision de la politique s'adressant à tous les secteurs; près de 1,000 représentants de l'industrie et des travailleurs ont participé à ces groupes d'étude. Le député semble refuser d'admettre que l'étude entreprise par ces groupes d'étude a porté sur la grande majorité des industries manufacturières canadiennes. Ces groupes de travail ont étudié les points forts et les points faibles de notre industrie de fabrication et ont présenté un certain nombre de recommandations, dont la plupart je le répète ont été acceptées par le gouvernement.